



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR/2023/n°169/8.3

Objet :

**REGLEMENTATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

ENTREPRISE : SAS CASABATI – 1280 AVENUE DES PLATANES FUTUR BUILDING 1 – 34970 LATTES

TEL. : 06.26.13.10.70

MAIL : casabati30@gmail.com

PROPRIÉTAIRE : MONSIEUR CATHALA PATRICK – SCI SUITE DU 17 - 17 RUE EMILE JAMAIS – 30220 AIGUES-MORTES

TEL : 06.12.21.43.82

MAIL : cathalapatrick@free.fr

DEMANDEUR : MONSIEUR CATHALA PATRICK – SCI SUITE DU 17 - 17 RUE EMILE JAMAIS – 30220 AIGUES-MORTES

TEL : 06.12.21.43.82

MAIL : cathalapatrick@free.fr

FACTURATION : MONSIEUR CATHALA PATRICK – SCI SUITE DU 17 - 17 RUE EMILE JAMAIS – 30220 AIGUES-MORTES

TEL : 06.12.21.43.82

MAIL : cathalapatrick@free.fr

DEMANDE ENREGISTRÉE : LE 21 MARS 2023

LIEU DES TRAVAUX : 13 BOULEVARD GAMBETTA - 30220 AIGUES-MORTES

NATURE DES TRAVAUX : COULAGE DE BETON

DUREE DES TRAVAUX : LE JEUDI 30 MARS 2023

MESURES PARTICULIERES : STATIONNEMENT D'UN CAMION SUR LA VOIE DE CIRCULATION – FERMETURE DE RUE

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1er du titre III,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le code Pénal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Considérant la délibération n° DCM/2017/88/7.1/22-11/9 prise en date du 22 Novembre 2017 approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Hôtel de Ville - Place St Louis

30220 AIGUES MORTES

Tel. 04.66.73.90.90.

Fax : 04.66.53.86.09

www.ville-aigues-mortes.fr

Considérant la demande formulée par Monsieur CATHALA PATRICK en date du 21 mars 2023,
Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement et la circulation des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sureté et la tranquillité publique.

ARRETE

Article 1 :

En raison des travaux effectués par la SAS CASABATI, l'entreprise est autorisée à accéder et à stationner un camion sur la voie de circulation, avec fermeture de rue, durant la période indiquée :

- DEVANT LE N° 13 BOULEVARD GAMBETTA – 30220 AIGUES-MORTES
- LE JEUDI 30 MARS 2023 ENTRE 08H00 ET 10H00

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, et en fonction des besoins du chantier, la circulation des véhicules de tous genres est interdite :

- BOULEVARD GAMBETTA - 30220 AIGUES-MORTES.

Afin de ne pas bloquer la circulation des autres usagers, la signalisation concernant la fermeture de la rue est mise en place, par l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux.

Article 3 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier aussi bien de jour que de nuit.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Article 4 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 5 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial est effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 6 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Le montant du est calculé sur la base du droit d'occupation du domaine public consenti, qui ne pourra être modifié en cas de non-usage du domaine public sur toute la période demandée.

	Jour/M²		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
Bennes, dépôts de terre, gravats, sable, matériaux de construction	1,00 €	1,50 €		
Containers, caissons à déchets	0,50 €	0,75 €		
IMMO camion, nacelle sur trottoir ou chaussée	1,00 €	1,50 €		

Échafaudage avec occupation au sol, étais	3,00 €	4,50 €		
Installation de chantier clôturée	3,00 €	4,50 €		
Installations bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente	3,00 €	4,50 €		
Neutralisation place de parking payante			2,00 €	3,00 €
Neutralisation place de parking non payante			5,00 €	7,50 €
Restriction de voirie	1,00 €	1,50 €		

Le montant de la redevance due, au vu de la période consentie d'occupation du domaine public et des éléments communiqués par le demandeur, s'élève à : 50,00 euros, détaillé comme suit :

- Immobilisation Camion sur chaussée, surface 25 m² pendant 1 jour = 25,00 euros
- Restriction de voirie 25 m² pendant 1 jour = 25,00 euros

Article 7 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Délégué à la Sécurité Réglementation,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié, affiché, conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aigues-Mortes, le 23 mars 2023

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI



